



Mettre en œuvre l'« aller vers » via un dispositif de cuisines mobiles, fixes et partagées à destination des personnes migrantes vivant à l'hôtel.

La crise sanitaire du Covid-19 a mis en exergue la difficulté d'accès à l'alimentation pour les personnes migrantes logées à l'hôtel sur le territoire marseillais. En effet, comment garantir un accès à l'alimentation pour ces personnes durant les confinements, la fermeture des dispositifs sociaux et les restrictions de déplacement ? Au-delà, comment se nourrir de manière satisfaisante et selon ses besoins dans un logement dépourvu de cuisine et dans des situations de vulnérabilités multiples (situation irrégulière, faibles ressources financières, etc.) ? Un collectif d'associations créé notamment par la Fondation de l'Armée du Salut (FADS), MAAVAR Marseille (restaurant social NOGA) et SARA LOGISOL sous le nom de « Dispositif Alimenter d'Abord » (DADA) porte depuis 2020 cette réflexion afin de maintenir et diversifier sa manière d'agir pour mieux répondre aux besoins de ces publics. Entre 2020 et 2022, différents projets sont conduits tels que la production et livraison de repas directement dans les hôtels de la ville, la création d'une cuisine partagée, la réalisation d'une enquête par Action Contre la Faim afin de caractériser les conditions de vie de ces publics, et l'expérimentation d'une cuisine mobile et partagée financée depuis septembre 2021 par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS). Celle-ci est confiée à la FADS avec l'objectif d'aller vers les personnes migrantes, à proximité des hôtels, et de renforcer leur pouvoir d'agir en leur permettant de cuisiner leurs propres repas selon leurs besoins et envies. En 2024, le projet de la FADS se renforce avec l'ouverture d'un lieu fixe dans le centre-ville de Marseille nommé « La Bonne Adresse » visant à agir de manière multi-dimensionnelle et systémique en proposant différents services à ce public (cuisine partagée, laverie, accompagnement social, activités socio-culturelles, etc.) de manière articulée à la cuisine mobile. Depuis 2022, le Fonds de dotation de la Compagnie Fruitière soutient et accompagne cette expérimentation dans sa formalisation et sa pérennisation. Dans ce cadre, en 2024, un dispositif spécifique nommé « atelier podcast » réunissant l'équipe de professionnels de la Bonne Adresse, les personnes migrantes volontaires et les membres du Fonds de dotation Compagnie Fruitière s'est déployé selon une démarche de recherche-action[1] en sciences humaines et sociales. Il poursuit plusieurs objectifs: renforcer le dispositif de suivi-évaluation du projet via les témoignages des personnes migrantes et professionnels sociaux, permettre un autre dialogue entre accompagnants et accompagnés, participer de la dynamique de ce nouveau lieu et documenter les réalités qu'expérimentent ces personnes migrantes vivant à l'hôtel aujourd'hui à Marseille. Cet article retranscrit les réflexions collectives formulées et restitue les réalités vécues des personnes migrantes participantes vivant à l'hôtel à Marseille permettant de qualifier la pertinence du projet conduit par la FADS et de formaliser des apprentissages.

L'ALIMENTATION ET LA CUISINE POUR MIEUX ACCOMPAGNER LES PERSONNES MIGRANTES

Le projet de la FADS comporte deux piliers complémentaires :

- le dispositif mobile « Équipe Mobile Précarité Alimentaire et Parentalité » (EMPAP) mis en œuvre en 2022, déployé en centre-ville de Marseille, à proximité des hôtels où logent les personnes migrantes et sur des lieux gérés par des partenaires stratégiques tels que le centre municipal d'animation (CMA) et les centres sociaux.

[1] Nous nous référons à la définition suivante : « La recherche-action est une démarche destinée à équiper les acteurs de terrain, des moyens d'améliorer leurs pratiques grâce à leurs expériences éclairées et nourries des savoirs théoriques actuels suggérés par le chercheur » (Renaud 2020).

Il permet d'identifier les personnes à l'hôtel en difficulté pour s'alimenter et de proposer une solution de proximité pour cuisiner et forger progressivement un lien de confiance. En 2023, l'EMPAP offre 8 créneaux par semaine dans quatre sites (Porte d'Aix, Réformés, Castellane, Baille) pour 42 familles accompagnées soit 128 personnes (42 femmes, 22 hommes et 66 enfants) [2].

- le dispositif fixe de La Bonne Adresse qui a ouvert ses portes en mai 2024 au centre-ville de Marseille. Il regroupe une cuisine partagée, une laverie, un service de domiciliation et un de bagagerie, un espace dédié aux enfants ainsi qu'une équipe de professionnels (une coordinatrice, une assistante sociale, une éducatrice de jeunes enfants, quatre travailleurs sociaux). Développé en relais de l'EMPAP, il vise à apporter un accompagnement global aux publics cibles à la suite des observations et des analyses conduites sur le terrain : « *Nous essayons de mettre de la porosité entre les services et les activités de la Bonne Adresse, c'est-à-dire plein de portes d'entrée pour que les personnes accompagnées puissent répondre à leurs besoins. C'est aussi ça l'« aller vers » : un lieu fixe près de leur lieu d'hébergement qui permet de coupler les services. Cet éventail de services permet à notre équipe, aux compétences complémentaires, de repérer un besoin et ensuite de creuser et construire un accompagnement plus pertinent* » (Eva Raynaud, assistante sociale). Depuis son ouverture, le lieu accompagne 137 familles dont 58 familles monoparentales et 3 femmes seules. Cela représente 400 personnes dont 221 enfants.

Il s'agit dans chacun de ces deux lieux de proposer un espace de sociabilité bienveillant via le vecteur de l'alimentation.

S'ENGAGER COLLECTIVEMENT DANS LE PROJET FADS POUR AGIR EN RÉCIPROCITÉ

[2] En 2024, le camion est mis à l'arrêt au premier semestre pour se concentrer sur l'ouverture de La Bonne Adresse présentée en suivant.

Agir à travers un atelier podcast participatif

La collaboration entre la FADS et le Fonds de dotation de la Compagnie fruitière a démarré en 2022 avec l'intention de créer une relation effective et efficiente du point de vue de la philanthropie du projet (voir [l'article du Fonds de dotation](#)), de la solidarité locale et de la recherche participative (voir [l'article de NARRAU](#) à partir d'un projet de recherche participatif financé par le Fonds de dotation Compagnie Fruitière).

Ce cadre de collaboration a permis en 2024 d'engager l'équipe de la Bonne Adresse et de l'EMPAP, les membres du Fonds de dotation, NARRAU et des participants du projet de la FADS dans la réalisation d'un atelier podcast permettant de récolter les témoignages de chacun via un dispositif qualitatif (entretiens semi-directifs) et participatif (dispositif audiovisuel collectif). Les objectifs de cet atelier étaient alors de :

- Alimenter et renforcer le dispositif de suivi-évaluation du projet et discuter la manière dont le projet « va vers » les publics cibles.
- Participer de la réflexion sur la situation alimentaire des personnes migrantes vivant à l'hôtel.
- Participer de la dynamique de la Bonne Adresse en proposant une activité permettant de consolider les relations entre accompagnants et accompagnés.

Une méthodologie qualitative et participative déployée à chaque étape

Les participantes, membres de l'équipe de La Bonne Adresse et personnes migrantes[3] se sont engagées sur la base du volontariat, sollicitées par l'équipe de l'Armée du Salut lors des ateliers cuisine. Au total, 4 membres de l'équipe et 7 personnes migrantes ont

[3] La participation majoritaire des femmes dans ce projet lié à l'alimentation s'explique notamment par le rôle de care historiquement associé aux femmes dans de nombreuses sociétés. Ce travail de soin, qu'il s'agisse de nourrir ou de soutenir leurs familles et leurs communautés, est une continuité de leur implication dans les tâches familiales et sociales, comme le montrent plusieurs études sur le travail social (Guiller, 2023 ; INSEE, 2020 ; Rousseil, 2007).

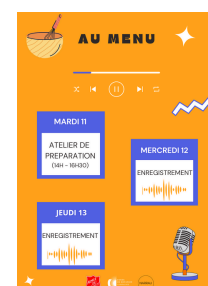
ont participé aux côtés de l'équipe du Fonds de dotation et de NARRAU[4].

En amont de l'atelier, un groupe WhatsApp a été créé rassemblant l'ensemble des acteurs afin de communiquer et préparer au mieux cet atelier pour réunir les « conditions d'une élaboration collective » (Bodineau 2019). Cet atelier et les productions audiovisuelles associées constituent à la fois un outil de collecte de données, des résultats, des productions servant à animer le projet en interne, et à communiquer dans une logique de diffusion et de plaidoyer des réalités sociales abordées.

Ce temps collectif, nommé atelier podcast « À vos fourneaux, à vous l'micro », s'est déroulé en quatre temps :

1. Un atelier de préparation : accueil et exposition des objectifs de la semaine, formation des groupes et focus group pour nourrir les 3 thèmes retenus : « Habiter à Marseille » ; « Vivre à l'hôtel » ; « Cuisiner à La Bonne Adresse ou dans la cuisine mobile ».
2. Des sessions d'enregistrement individuelles ou en duo (accompagnées-accompagnées ou accompagnées-accompagnantes) selon les préférences.
3. Des temps d'échanges dans l'entre-deux des sessions d'enregistrement d'une part avec les participantes pour récolter leurs impressions et d'autre part avec les membres de l'équipe de la Bonne Adresse pour expliquer leur action et apporter un regard complémentaire sur les thématiques traitées.
4. Une réunion d'équipe avec les trois organisations impliquées : débriefing de la collecte de données, retours d'expériences et discussion sur le traitement et la formalisation des données.

Photographies du projet (2023, 2024) :



L'ALIMENTATION ET LA CUISINE POUR MIEUX ACCOMPAGNER LES PERSONNES MIGRANTES

Les femmes migrantes participantes se sont impliquées dans le projet de la FADS depuis ses débuts avec l'EMPAP ou depuis quelques mois ; elles vivent à l'hôtel à proximité ou à une certaine distance de la Bonne Adresse (plus de 30mn). Elles sont arrivées il y a quelques mois ou quelques années (entre 2020 et 2024) en France avec peu de ressources sociales mobilisables. Pour les femmes interviewées, leurs principaux liens sociaux se sont tissés avec des structures associatives ou publiques leur permettant de capter différentes ressources pour survivre au quotidien. Elles sont toutes mères de familles (biparentales ou monoparentales), qualifiées (du collège aux études supérieures), en situation irrégulière.

Leurs parcours migratoires respectifs sont significatifs de dynamiques contemporaines de mobilité : la crise sanitaire du Covid-19 a bloqué certaines personnes sur le territoire français, d'autres ont connu une dégradation de leur situation sécuritaire et administrative en Grèce ou en Tunisie malgré des ancrages dans ces destinations depuis plusieurs années. Leurs parcours traduisent également des motivations au départ communes : offrir un avenir meilleur à ses enfants voire soigner un enfant malade ou en situation de handicap.

[4]La diffusion et l'utilisation des productions sonores réalisées dans le cadre de l'atelier ont été définies collectivement.

Les participantes à ce dialogue collectif ont également en commun de vivre, avec leur famille, dans une chambre d'hôtel. Du fait d'un manque de place dans les structures d'hébergement dédiées (Centre d'accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA), Hébergement d'Urgence pour Demandeurs d'Asile (HUDA) et autres Dispositifs Nationaux d'Accueil (DNA)), de contraintes budgétaires et de politiques locales spécifiques, les hôtels privatifs sont désormais une option d'hébergement, en particulier pour les familles avec des enfants de moins de 10 ans. Certains gérants, en particulier du centre-ville de Marseille, proposent en effet leur établissement du fait d'une baisse de fréquentation de leur clientèle, dans le cadre du dispositif Service Plus (Premier Lien pour l'Urgence Sociale) dont la gestion de la plateforme d'écoute et des équipes mobiles de travailleurs sociaux 115 est confiée à l'association Saralogisol pour la mise à l'abri des personnes vulnérables. Ces gérants s'assurent ainsi des paiements réguliers et, in fine, conséquents de la part des institutions sociales (Baby-Collin et Dahdah, 2017 ; Dahdah et al, 2018).

Les témoignages des participantes à l'atelier podcast ont permis de documenter les parties suivantes.

Parcours d'habitat à Marseille

Un lieu de vie changeant

Les personnes migrantes interviewées ont été orientées vers un hôtel par le 115 en attente du traitement de leur dossier ou à la suite du rejet de leur demande d'asile, du fait de l'urgence de leur situation personnelle ou alors de la saturation des autres dispositifs d'accueil.

Être à l'hôtel est donc une étape dans un parcours administratif français complexe qui implique le plus souvent des changements fréquents de logement, en fonction des avancées des dossiers administratifs, du fonctionnement des dispositifs de prise en charge ainsi que des demandes des personnes. À cela s'ajoute l'incertitude forte quant au fait de parvenir à joindre le 115, les personnes interviewées relatent des appels quotidiens sur des périodes allant de 1 à 10 semaines, et l'obligation de quitter une infrastructure parfois le jour-même.

B. est arrivée avec ses deux filles le 11 août 2020 à Marseille. Elle loge le premier soir chez un contact obtenu sur le parcours, elle est ensuite orientée par

le 115 dans un hébergement d'urgence durant 15 jours puis relogée pour à nouveau 15 jours dans un hôtel. Devant quitter les lieux au terme des 15 jours et le 115 n'ayant pas de place à lui proposer, elle loge 5 jours chez un autre contact. Le 115 lui trouve alors une place dans un autre hôtel en périphérie de la ville où elles restent 3 mois. À la suite du refus de leurs demandes d'asile par l'OFII, elles sont orientées vers un centre d'accueil (CADA) où elles restent 4 mois avant de devoir quitter les lieux le jour-même de la décision alors que les enfants ne sont pas encore rentrés de l'école. Elles s'installent ensuite dans différents hôtels pour quelques mois à chaque fois. Celui qu'elles occupent actuellement fait office de foyer depuis un an.

À distance des lieux du quotidien

Ces changements fréquents de lieu d'habitat temporaire ont pour conséquences, notamment, de creuser les distances entre les lieux du quotidien pratiqués par les personnes migrantes tels que l'école ou l'hôpital. Les femmes migrantes enquêtées réalisent chaque jour des déplacements conséquents en termes de temps et de distance. Leurs déplacements sont complexifiés par leur situation irrégulière et économique qui ne leur permet pas toujours d'utiliser les transports en commun. Ces réalités sont également analysées par Dahdah et Dippel (2018) constatant que la localisation prépondérante des associations d'appui aux personnes migrantes en centre-ville, avec par exemple les services de domiciliation, produit chez les personnes migrantes des sentiments ambivalents, par exemple lors de l'obtention d'un appartement en CADA, généralement situé dans des quartiers périphériques ou en dehors de la ville.

Vivre à l'hôtel

Des hébergements de mauvaise qualité

Les hôtels du dispositif Service Plus comportent des chambres de mauvaise qualité, petites et insalubres, sans accès aux besoins de base comme les cuisines et les machines à laver, constats formulés par les personnes migrantes, les structures d'accompagnement et dans la littérature scientifique (Dahdah et Dippel, 2018).

L'insalubrité se traduit notamment par la présence de nuisibles tels que les cafards et les punaises de lit. L'équipe de la Bonne Adresse conseille aux familles de se rendre chez le médecin ou aux urgences pour faire constater les blessures sur les enfants notamment, afin que des comptes rendus médicaux soient édités et ajoutés à leur demande de changement d'hôtel. Accumuler les preuves, « faire trace » est la stratégie actuelle de l'équipe de la FADS pour espérer améliorer les conditions de vie des personnes migrantes : des comptes-rendus médicaux pour demander un changement de logement, des attestations de participation à des cours de français ou des activités de bénévolat pour enrichir sa demande d'asile, etc. Les marges de manœuvre des organisations accompagnantes se sont réduites ces dernières années, en particulier avec la pandémie de Covid-19 (Lacrampe-Camus et al, 2022).

Composer un chez soi

À l'hôtel, des personnes en situation de vulnérabilité de différents ordres se côtoient, avec des modes et des rythmes de vie différents. Pour les femmes interviewées et leur famille, cette cohabitation est parfois difficile. Le bruit est notamment une source de nuisance forte qui complexifie par exemple le coucher des enfants. Le sentiment d'insécurité est également fortement éprouvé, catalysé par leur situation irrégulière qui les enjoint de se taire face à des désaccords avec les autres habitants de l'hôtel ou auprès des gérants qui cultivent des rapports de domination dans la majorité des cas recensés.

« On trouve des gens de tous les pays, je ne vous cache pas, il y a du bruit, on vit avec la peur, avec l'agression parfois. Il n'y a pas de sécurité ici mais on n'a pas le droit de réclamer, parce qu'on est dans une situation irrégulière... toujours la même chose, donc on n'a le droit de rien dire, on a des bébés, on trouve des punaises de lit et on n'a pas le droit de réclamer car on est sans-papier. Donc la vie à l'hôtel franchement, c'est parce qu'on n'a pas le choix. » (Témoignage de A.)

Vivre à l'hôtel signifie disposer d'une pièce ou deux, à savoir des chambres, que les familles, avec un ou deux enfants pour celles interviewées, tentent de s'approprier pour en faire un lieu d'ancrage, une sorte de chez soi.

Là est le défi principal pour ces mères de famille, recréer un environnement familial, faire en sorte que dans ce lieu dégradé et dans la promiscuité, une vie de famille s'installe, qui permette des moments collectifs heureux tout en permettant de répondre aux besoins de chacun, comme jouer, étudier, se reposer, etc.

« C'était très difficile de vivre dans une seule pièce tous les quatre. J'ai deux enfants avec un écart âge très grand. J'ai un grand garçon qui a 17 ans et la petite fille, elle a trois ans, donc, je n'arrive plus toujours à gérer et faire en sorte de vivre tous dans une seule pièce. Par exemple, mon fils, il veut faire les devoirs au calme et il a besoin d'un espace d'intimité et la petite, ma fille veut jouer tout le temps, elle veut de l'espace pour jouer, être libre. Donc, je cherche à gauche à droite pour trouver une solution. La seule solution, c'est que je passe tout le temps presque, toute la journée dehors avec la petite après l'école. Si elle n'a pas l'école, j'essaie de l'emmener dans les parcs, dans les jardins, comme ça, elle peut jouer, elle peut s'amuser. Et mon fils, il reste à la maison et comme ça il fait les devoirs dans la chambre. Et quand je rentre, on mange ensemble tous les quatre et on reste un petit temps en famille. Et puis mon mari, mon fils, ils vont sortir de la chambre, ils prennent un certain temps ensemble dehors. Et moi, je fais dormir la petite. [...] Vivre à l'hôtel c'est savoir comment maîtriser le petit espace et créer un environnement familial. Moi je fais tout mon maximum pour créer cet environnement familial. » (Témoignage de L.)

L'hôtel est un espace cloisonné, régulé qu'il est difficile de s'approprier pour un « chez soi » qui permet à la fois de se sentir en sécurité et de répondre à ses besoins.

S'alimenter au quotidien sans disposer de cuisine

Si ces logements sociaux permettent de répondre au besoin d'être hébergé de ces personnes, d'avoir un toit, ils ne répondent pas à d'autres besoins primaires tels que s'alimenter chaque jour. En effet, dans ces hôtels, il n'y a pas de cuisine à disposition et le règlement interdit l'installation de tout type d'électroménager dans les chambres.

Seul un micro-ondes, aux fonctions réduites par les gérants, est mis à disposition[5].

Chaque jour, les personnes migrantes logées à l'hôtel doivent donc trouver des solutions pour se nourrir : acheter, se restreindre, se rendre auprès d'associations proposant des repas préparés, des colis alimentaires ou une cuisine partagée. Chaque public bénéficiant de l'aide alimentaire a ses spécificités et contraintes auxquelles les acteurs de l'accompagnement doivent s'adapter. Dans le cas des personnes accompagnées par l'équipe de la FADS, il ne s'agit pas seulement d'accéder à des denrées alimentaires mais également à des équipements de cuisine et de conservation des aliments que les hôtels ne mettent pas à disposition.

Les femmes enquêtées se rendent au camion mobile ou la cuisine partagée de la FADS deux fois par semaine pour cuisiner sur des créneaux de 2 heures. Elles préparent généralement les repas du jour et ceux du lendemain voire un peu plus.

En moyenne, le dispositif leur permet d'assurer l'alimentation de leur famille sur environ la moitié des jours qui composent la semaine (hors petits déjeuners). Cela varie avec les saisons, l'absence de frigo mis à disposition à l'hôtel implique pour les familles de conserver les aliments, en particulier les yaourts et le lait des enfants, sur les bords de fenêtre, à condition de ne pas être repéré par le gérant et qu'il ne fasse pas trop chaud.

Les journées les plus difficiles sont le samedi et le dimanche car les dispositifs associatifs s'arrêtent. Ces jours-là, les familles mangent du sec, à savoir du pain, du thon ou des sardines, et des biscuits.

« Je viens cuisiner [à La Bonne Adresse] deux fois, le mardi et le vendredi. Je prépare 2 repas, on mange en rentrant à l'hôtel pour que ça ne se gâte pas. [...] Pour après, j'achète des gâteaux et des yaourts pour jusqu'au vendredi où on revient. Parfois, je fais des œufs avec un fruit pour qu'ils [ses deux enfants] tiennent. Ils ont faim mais je n'ai pas le choix. » (Témoignage de R.)

L'hôtel n'est donc pas un lieu de répit dans le parcours migratoire adverse des personnes migrantes. Se nourrir est un défi quotidien pour ces personnes du fait de l'inadéquation de l'hôtel comme mode d'habiter au quotidien.

Cuisine, lien social et pouvoir d'agir

Assurer son alimentation et celle de sa famille est donc un enjeu quotidien pour ces femmes. Pour ce faire, elles mettent en œuvre des tactiques d'alternance entre plusieurs dispositifs d'appui : obtenir un créneau supplémentaire dans une autre cuisine partagée, récupérer des colis alimentaires pour les aliments secs ou les produits du quotidien des enfants en bas-âge, se rendre à des maraudes ou cuisiner ponctuellement chez des personnes de leur réseau social. Celles qui vivent aujourd'hui dans un logement du parc privatif continuent de venir à La Bonne Adresse pour récupérer des paniers de fruits et légumes frais, et pour d'autres raisons.

Face à un parcours migratoire adverse et un espace domestique peu sécurisant, les espaces de sociabilité proposés par la FADS sont appropriés et perçus comme des lieux de répit. La Bonne Adresse et le Camion mobile leur permettent tout d'abord de gagner du temps et de réduire leurs déplacements quotidiens du fait de leur localisation en centre-ville et à proximité des hôtels. En un seul lieu, elles peuvent répondre à plusieurs de leurs besoins de base tels que cuisiner et laver le linge de la famille tout en pouvant solliciter leur accompagnement social.

Qui plus est, La Bonne Adresse et le Camion mobile s'avèrent des espaces de sociabilités clés pour ces femmes isolées dans leur situation. Elles échangent sur leurs expériences respectives, se partagent des informations ressources.

Aussi, La Bonne Adresse devient un espace de vie du quotidien du fait des activités proposées (coiffeur, friperie solidaire, espace pour les enfants) qui leur permet de « faire autre chose que juste cuisiner et parler à l'assistante sociale : être en sécurité, vivre un peu » (Témoignage de R.).

[5] Cela s'expliquerait en raison d'accidents survenus par le passé dans ces hôtels et les actuelles exigences de normes dans les établissements recevant du public (ERP).

Le dispositif de suivi-évaluation élaboré pour le projet de la FADS se caractérise par sa dimension collective et qualitative. En conférant au témoignage des différentes parties prenantes du projet une place centrale dans la démarche mise en œuvre, nous documentons qualitativement les réalités des publics cibles et les effets du projet sur celles-ci.

Ainsi, le projet porté par la FADS au travers de ses deux modalités, l'EMPAP et La Bonne Adresse, permet tout d'abord d'aller vers les personnes migrantes vivant à l'hôtel, en se situant au plus près d'elles afin de construire un premier lien de confiance. Cela permet ensuite de les accompagner de manière plus globale, au travers de différents services et activités et grâce à une équipe aux compétences complémentaires, au sein d'un lieu fixe au centre-ville. Cette manière de faire permet de garantir une certaine pérennité d'accompagnement en phase avec la réalité de ces parcours migratoires et des traitements administratifs qui exposent ces personnes à des situations d'attente et à différentes formes de vulnérabilités, notamment économique, sur des temporalités conséquentes (de plus plusieurs mois à plusieurs années).

Documenter les réalités des publics cibles du projet permet de renforcer le diagnostic en continu du territoire par la FADS et d'ajuster son action au fil du temps. La collaboration tripartite favorise la création de nouveaux contenus enrichissant la réflexion collective, notamment au sein du DADA, en lien avec la recherche en sciences humaines et sociales, tout en ouvrant la voie à de nouveaux dialogues avec les autres acteurs du territoire.

BIBLIOGRAPHIE

Bodineau M. 2019. « Préparer l'improvisation, les conditions d'une élaboration collective. Les rencontres "faire la ville en commun" (Saint-Denis - avril 2019) ». Agencements, n°4 : 10-23.

Dahdah A., Dippel A. (2018), « German and French « spatial management » of refugees illustrated by Syrian's urban experiences in Berlin and Marseille », *Alternative Politika Journal*. URL : <http://alternatifpolitika.com/site/cilt/10/sayi/0/4-Dahdah-and-Dippel-Spatial-Management-of-Refugees.pdf>

Dahdah A., Audren G., Bouillon F. (2018) « La ville (in)hospitalière : parcours scolaire et résidentiel d'une famille syrienne à Marseille », *Espaces et Sociétés*, n°172-173.

Baby-Collin V., Dahdah A. (2017), « Miroir de la précarité sociale et carrefour des dynamiques migratoires. Les hôtels dits meublés du centre-ville marseillais », *Faire Savoirs*, n°13, p. 64-75.

Lacrampe-Camus I., A. Trousselle, G. Cortes, et C. Jouhanneau. 2022. « Pratiques associatives d'aide aux personnes migrantes face à la Covid-19 : adaptations, ruptures et besoins renforcés ». *Les Papiers de la Fondation*, n°35 : 23.

Lacrampe-Camus I., A. Trousselle, G. Cortes, et C. Jouhanneau. 2022. « Entre enjeux de reconnaissance et de co-construction de la recherche, quels outils méthodologiques pour retranscrire les réalités migratoires dans une démarche participative ? ». *ART-Dev working papers 1*, Montpellier, France.

Renaud L. 2020. « Modélisation du processus de la recherche participative ». *Communiquer. Revue de communication sociale et publique*, n°30 : 89-104.